



**CCI
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Appel d'offres ouvert

**Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la
commande publique**

**MARCHE N° : 2569R06AO
SERVICES D'ASSURANCE POUR LES CCI DE LA
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES, LEURS
ETABLISSEMENTS GERES ET STRUCTURES
ASSOCIEES**

**LOT N° 8
RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTE A
L'ENVIRONNEMENT**

POUVOIR ADJUDICATEUR

**CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes
Centrale d'Achats de CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes
32 Quai Perrache - CS 10015
69286 LYON CEDEX 02**

Site web : www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Les dispositions contenues dans ce cahier des charges (CCTP) prévalent sur les conditions générales de l'assureur auxquelles elles sont annexées.

Les conditions générales de l'assureur complètent les dispositions non prévues par le cahier des charges. (CCTP)

Les réserves émises par l'assureur et annexées à l'acte d'engagement font partie intégrante du contrat et prévalent sur le cahier des charges (CCTP)

Sommaire

Sommaire	2
Définitions.....	3
Objet de la garantie	5
Dispositions communes aux garanties	5
Les exclusions	5
Montants des garanties	6
Franchises	6
Annexes.....	7

1-Définitions

DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX : Les dommages causés aux espèces protégées et aux habitats naturels et qui ont une incidence négative sur leur conservation et leurs fonctions écologiques.

Le présent contrat garantit la responsabilité de la collectivité en cas de dommages environnementaux.

PREJUDICE ECOLOGIQUE : Le préjudice écologique désigne l'atteinte significative aux éléments naturels, qu'ils soient des ressources ou des fonctions écologiques, affectant durablement l'environnement et au vivant non commercial. Il s'agit d'une notion juridique permettant de demander réparation des atteintes portées aux composantes de l'environnement (faune, flore, sol, eau, air) indépendamment de tout préjudice matériel, moral ou économique subi par des tiers.

Le présent contrat garantit la responsabilité de la collectivité en cas de dommages causés relevant du préjudice écologique.

ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

La diffusion de toute substance solide, liquide ou gazeuse par l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt dans l'atmosphère, le sol ou les eaux ; la génération d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements qui dépassent les limites des obligations ordinaires de voisinage.

DOMMAGES AU TITRE DE LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

Les dommages, tels que définis par la Directive 2004/35/CE du Parlement Européen, ainsi que par les textes adoptés pour son application, sont ceux qui affectent les sols, les eaux, ainsi que ceux causés aux espèces protégées et à leurs habitats naturels.

FRAIS DE DEPOLLUTION

Coûts engagés suite à un dommage environnemental , ces frais comprennent :

- Les actions et mesures prises pour neutraliser, isoler, confiner, détruire ou éliminer des substances dangereuses,
- L'élimination, le transport et la mise en décharge des matières polluées ou contaminées, ainsi que le traitement nécessaire avant leur mise en décharge ou leur destruction,
- Les frais de restauration, qui sont les coûts supplémentaires engagés par l'Assuré pour restaurer les biens immobiliers ou réparer ou remplacer les biens mobiliers endommagés lors des opérations de dépollution des sols et des eaux. Ces biens peuvent avoir été endommagés ou non par le dommage environnemental. Le montant de ces frais ne peut excéder la valeur marchande des biens avant le sinistre et n'inclut pas les améliorations, embellissements et rénovations .

FRAIS DE PREVENTION AU TITRE DU PREJUDICE ECOLOGIQUE

Dépenses engagées par des tiers pour prévenir un préjudice écologique imminent, pour éviter son aggravation ou pour en atténuer les conséquences.

- Ils comprennent les coûts des mesures raisonnables pour prévenir ou arrêter le préjudice écologique que le juge peut ordonner à la demande de toute personne ayant qualité et intérêt à agir.

FRAIS DE PREVENTION ET DE REPARATION DANS LE CADRE DE LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

Ils comprennent :

- **Les frais de prévention** : frais définis par la Directive 2004/35/CE du Parlement Européen, et engagés pour prévenir ou minimiser les dommages environnementaux en cas de menace imminente de tels dommages. Ces frais comprennent les coûts

justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et efficace des actions de prévention, y compris le coût de l'évaluation de la menace imminente de dommages environnementaux, les options d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de surveillance et de suivi.

- **Les frais de réparation** : frais définis par la Directive 2004/35/CE du Parlement Européen, et engagés pour la réparation des dommages environnementaux résultant de toute action ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services.

Ces frais comprennent les coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et efficace des actions de réparation, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, les options d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de surveillance et de suivi. Ils n'incluent pas les coûts des études non strictement liées à la mise en œuvre des opérations de prévention et de réparation des dommages environnementaux, des études d'intérêt général, ainsi que des études ayant un caractère purement scientifique ou écologique.

- **Les frais d'urgence** : frais engagés à la suite d'un dommage à l'environnement pour effectuer des opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages garantis causés aux tiers.

- **Garantie des opérations de transport confiées à un tiers**

Frais engagés suite à la pollution lors des opérations de transport de déchets confiés à un tiers assuré. Cette garantie s'applique en cas de sinistre environnemental lié aux opérations de transport terrestre, fluvial ou lacustre, incluant les étapes de chargement, déchargement et stockage intermédiaire, réalisées dans le cadre de l'activité assurée et sur le territoire de la France métropolitaine. Sont couverts les frais relatifs aux impacts environnementaux découlant d'une défaillance de la part de tiers transporteurs ou intervenants lors de l'acheminement, pour compte propre ou confié, de matières premières, déchets, produits finis ou semi-finis.

La couverture prend effet uniquement en complément ou en cas d'épuisement des garanties d'assurance dont pourraient bénéficier l'Assuré ou les tiers transporteurs contractés.

- **Frais de gestion de crise**

Frais engagés pour la gestion des conséquences d'un sinistre environnemental ayant entraîné une atteinte à l'environnement et affectant l'image de la collectivité. Ces frais comprennent notamment les coûts liés aux actions nécessaires pour restaurer l'image et la confiance du public, ainsi que les dépenses associées à la mise en œuvre de mesures correctives et préventives

2-Dispositions communes aux garanties

La Chambre de Commerce et d'Industrie de région AUVERGNE-RHONE-ALPES agissant tant pour son compte que pour celui des chambres de commerce et d'industries Territoriales, leurs établissements gérés et structures associées.

- La CCIR ARA agissant pour la CCIT Beaujolais
- La CCIT de la Drôme (CFPF)
- CCI de Grenoble

Sites assurés :

- Pour la CCIR agissant pour la CCIT du Beaujolais : Port Fluvial du Beaujolais et Aéroport
- Pour la CCIT de la Drôme : Centre de formation professionnelle forestière (CFPF)
- Pour la CCI de Grenoble : Aéroport
-

Voir les attestations ICPE ou descriptifs techniques des sites en annexe.

3-Objet de la garantie

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré en raison des dommages (accidentels ou non accidentels) corporels, matériels et immatériels subis par les tiers résultant d'atteintes à l'environnement consécutifs à des faits fortuits qui se produisent sur les installations de la CCI et/ou qui sont imputables à ses activités.

4-Les exclusions

- *L'Utilisation ou dissémination d'OGM*
 - *La Pollution dans lesquelles sont impliqués des véhicules terrestre ou flottants ainsi que leurs marchandises transportées*
 - *Les installations de forage et de stockage*
 - *L'exploitation d'un réseau ferroviaire*
 - *Les redevances mises à la charge de l'assuré ainsi que les amendes y compris celles assimilées à des réparations civiles*
 - *L'inobservation des textes légaux relatifs à la réglementation sur l'environnement*
 - *Le mauvais état, ou l'entretien défectueux des installations*
-

5-Montants des garanties

Capitaux	Par sinistre
Garantie Responsabilité Civile ou Administrative : atteinte à l'environnement ou préjudice écologique :	
Tous Dommages confondus (Pollution accidentelle et non accidentelle)	8 000 000 €
Dont dommages matériels et immatériels et préjudice écologique incluant les frais de prévention	5 000 000 €
Pollution accidentelle et non accidentelle	5.000 000 €
Sous limitations particulières	
Dont Frais d'Urgence au titre de l'exploitation des sites	500 000 €
Dont Préjudice écologique au titre de l'exploitation des sites	500 000 €
Dont préjudice écologique après livraison	300 000 €
Dont biens confiés	100 000 €
Garantie Pertes Pécuniaires :	
Garanties pertes pécuniaires	2 000 000 €
Dont Garantie responsabilité environnementale	1 500 000 €
Dont Garantie dommages environnementaux non consécutifs	500 000 €
Dont Garantie transport	1 000 000 €
Dont Garantie frais de dépollution des sols et des eaux	1 000 000 €
Dont Garantie frais de dépollution des biens immobiliers et des biens mobiliers	1 000 000 €.
Dont Gestion de crise et restauration de l'image	100 000 €
Défense recours	50 000 €

Franchises

Solution de base : 10 000 €

Annexes

- Sinistralité
- Présentation technique